

INSTITUTION ADOUR

Extrait du Registre des Délibérations
De l'Etablissement Public Territorial de Bassin Institution Adour

Séance du 10 octobre 2016
(Convocation du 27 septembre 2016)



Aujourd'hui, le dix octobre deux mille seize à 14h30, le Conseil d'Administration dûment convoqué s'est réuni à la salle Henri Lavielle à l'Hôtel Planté du Département des Landes sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient présents :

Mesdames Christiane AUTIGEON et Odile LAFITTE
Messieurs Jean ARRIUBERGE, Gabriel BELLOCQ, Paul CARRERE, Gérard CASTET, Patrick CHASSERIAUD, Jean GUILHAS, Yves LAHOUN, Bernard POUBLAN, Bernard SOUDAR et Christophe TERRAIN

Etaient excusées et avaient donné procuration :

Mesdames Nathalie BARROUILLET et Denis SAINT PE

Etaient excusés :

Mesdames Laurence ANCIEN et Céline SALLES
Messieurs Francis DUPOUEY, Xavier LAGRAVE, Charles PELANNE et Bernard VERDIER

Secrétaire de séance :

Madame Odile LAFITTE

OBJET : DOSSIER IV - programme d'actions / Rivières : désignation d'un élu référent pour la démarche de Plan d'action de prévention des inondations (PAPI) sur l'Adour amont

Exposé des motifs :

Lors du conseil d'administration du 22 juillet 2015, des représentants élus ont été désignés par dossier thématique.

La nouvelle organisation administrative et technique ainsi que les nouveaux dossiers nécessitent la désignation d'un élu référent pour la démarche de PAPI Adour amont.

Celui-ci sera l'interlocuteur principal des services de l'Institution et le représentant de l'Institution Adour sur les réunions et rencontres sur les dossiers du secteur.

En l'absence d'observations,

Après avis favorable du Bureau et des Commissions,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

D E C I D E

Article 1

De désigner Monsieur Jean GUILHAS comme élu référent pour la démarche de PAPI Adour amont.

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et Délibéré le 10 octobre 2016 à Mont-de-Marsan

Le Président,

INSTITUTION ADOUR
Département des Landes
40025 MONT DE MARSAN CEDEX



Paul CARRERE

⚡ La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.

